

## 73.01.02 PCAE - Investissements collectifs

<b>1. Base réglementaire PSN</b>	
Fonds	FEADER
Type d'intervention RDR 4	Investissements
Base réglementaire : article du PSN	article 73
Intitulé dispositif régional NAQ	<b>PCAE - Soutien aux investissements collectifs</b>
Indicateurs de résultats associés	R.9 Modernisation des exploitations : Nombre de bénéficiaires recevant une aide à l'investissement pour restructuration - modernisation
Indicateurs de réalisation associés	O.20 Nombre d'opérations ou d'unités bénéficiant d'une aide en faveur d'investissements productifs dans les exploitations
Description du dispositif régional (objectifs, enjeux, périmètre)	<p>Projets collectifs répondant à:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ l'installation de nouveaux agriculteurs ;</li> <li>○ l'amélioration des conditions de travail sur les exploitations agricoles ;</li> <li>○ la modernisation des ateliers de production (élevages et productions végétales) en particulier relative au bien-être animal et à la sécurité sanitaire ;</li> <li>○ la suppression, la réduction, ou l'optimisation d'intrants (pesticides, nitrates, eau...) ;</li> <li>○ l'adaptation et l'atténuation au/du changement climatique, à la réduction de l'impact des activités sur l'environnement ;</li> <li>○ la diversification, la réorientation ou la reconversion d'activités sur les exploitations agricoles ou des projets de filières s'inscrivant dans la transition agroécologique ou la résilience économique ;</li> <li>○ une démarche d'innovation en lien avec la transition agroécologique.</li> </ul> <p>Le caractère collectif des projets répond en particulier aux enjeux de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ réduction des charges d'exploitation,</li> <li>○ partage de pratiques,</li> <li>○ innovation, vulgarisation et démonstration,</li> <li>○ renouvellement des générations.</li> </ul>
Date indicative de démarrage du dispositif	Mai 2023
<b>2. Eligibilité</b>	
Bénéficiaires éligibles	<p>Sont éligibles les collectifs d'agriculteurs constitués en une personne morale détenue (ou composée selon la forme juridique) majoritairement par des agriculteurs.</p> <p>Les structures collectives éligibles doivent regrouper au moins 4 agriculteurs et répondre à une gestion démocratique dans laquelle les associés ou membres disposent de droits égaux. Elles fournissent pour l'usage des exploitations agricoles de leurs associés ou membres tous services nécessaires à ces exploitations, notamment en mettant à leur disposition du matériel ou des machines agricoles ou installations.</p> <p>A ce titre, les CUMA sont éligibles. Les autres formes collectives éligibles seront définies le cas échéant dans les appels à projets.</p>
Conditions d'éligibilité	Les modalités de participation d'un groupe d'agriculteurs à une structure collective seront définies dans l'appel à projets.

	<p>Les conditions d'éligibilité du projet sont les suivantes :</p> <p><b>Condition Agroécologiques :</b>  Au choix a) ou b) :</p> <p>a) A compter de 2024, soit le groupe d'agriculteurs bénéficiaires du projet est constitué pour plus de la moitié d'exploitations agricoles qui bénéficient de l'éco-régime niveau supérieur ou spécifique à l'agriculture biologique au titre du premier pilier de la PAC relative à la précédente campagne par rapport à la date de dépôt de la demande d'aide, ou sont certifiées ou en conversion en Agriculture Biologique portant sur les productions agricoles concernées par le projet ou, détiennent une certification HVE ou une autre certification environnementale reconnue par l'autorité de gestion après expertise.</p> <p>Cas particuliers des exploitations sans surface agricole utile :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les apiculteurs et les éleveurs réalisant leur activité en estive ou sur parcours non déclaré à la PAC sont exemptés de ces conditions agroécologiques.</li> <li>- Par ailleurs, lorsque l'exploitation n'a pas de surface agricole utile, elle peut justifier du respect des conditions Agroécologiques dans une autre exploitation dont les parts sociales sont détenues au moins en partie (% défini dans les appels à projets) par le(s) porteur(s) de projets au titre de chef d'exploitation ou de dirigeant de cette dernière.</li> </ul> <p>Ces conditions sont vérifiées exclusivement au moment du dépôt de la demande de subvention à l'exception des situations dument identifiées dans le cahier des charges des appels à projets : en particulier pour les nouvelles exploitations agricoles (actives depuis moins de deux années) et donc sans historique des pratiques agricoles antérieures, avec une vérification des conditions agroécologiques qui sera réalisée au plus tard au moment du solde de l'aide.</p> <p>Ces différentes pratiques agroécologiques peuvent coexister dans un même groupe. Les appels à projets en préciseront les modalités.</p> <p>b) Soit le collectif d'agriculteurs auquel appartient le groupe d'agriculteurs bénéficiaire du projet s'inscrit dans une démarche de labélisation RSE/RSO selon la norme ISO 26000. Chaque cahier des charges des appels à projets précisera le niveau minimum requis pour l'éligibilité.</p> <p>Les conditions d'éligibilité sont vérifiées exclusivement au moment du dépôt de la demande de subvention à l'exception des situations dument identifiées dans le cahier des charges des appels à projets.</p>
Coûts éligibles	<p>Les investissements éligibles seront précisés dans les appels à projets.</p> <p>Ils concerneront notamment les types d'investissements suivants :</p>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Investissements neufs ou reconditionnés ;</li> <li>- Dépenses immatérielles : honoraires d'architectes, dépenses liées au conseil en matière de durabilité environnementale et économique (diagnostics), démarche RSO, licences et droit d'accès aux solutions numériques.</li> </ul>
Inéligibilités	<p>Sont exclus par exemple :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- L'achat de bâtiments existants ;</li> <li>- Les coûts d'acquisition foncière ;</li> <li>- Les frais relatifs au montage du dossier ;</li> <li>- Les coûts de main d'œuvre pour les travaux réalisés par le porteur de projet ;</li> <li>- Les matériels et les équipements d'occasion (hors reconditionné) ;</li> <li>- Les investissements financés par un crédit-bail.</li> </ul>
Eligibilité temporelle des dépenses	<p>Les dépenses sont éligibles à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023 concernant le ou les appels à projets ouverts en 2023.</p> <p>Pour les appels à projets ouverts par la suite, à compter de 2024, les dépenses sont éligibles à compter de la date de clôture du précédent appel à projets.</p> <p>Cependant, il est impératif que la demande d'aide soit déposée avant l'achèvement matériel du projet pour lequel l'aide est demandée, sous peine d'inéligibilité de la totalité du projet. Des précisions seront apportées dans les appels à projets.</p>
Eligibilité géographique	Le siège social de la personne morale est situé en Nouvelle-Aquitaine
Ligne de partage PSR/autres dispositifs régionaux ou nationaux	Aucune autre aide publique ne soutient les actions décrites dans cette fiche, il n'y a pas de risque de double financement.
Ligne de partage FESI	Les GAL ne pourront pas mobiliser leur enveloppe LEADER pour des typologies d'actions éligibles au présent dispositif.
<b>3. Modalités d'octroi de l'aide</b>	
Principes de sélection	<p>Le processus de sélection des projets se fait par appel à projet. Les dossiers seront sélectionnés sur la base des principes suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Projet confortant la transition agroécologique, l'adaptation au changement climatique, la réduction des émissions des gaz à effet de serre et, les effets positifs de l'agriculture sur l'environnement et le paysage ;</li> <li>- Projet favorisant le renouvellement des générations,</li> <li>- Projet favorisant la réduction de la pénibilité du travail sur les exploitations agricoles ;</li> <li>- Projet en lien avec une diversification des revenus de l'exploitation, réorientation ou reconversion de production agricole ;</li> <li>- Projet en lien avec une stratégie de filières ;</li> <li>- Projet de démonstration, de vulgarisation ou d'innovation en lien avec Néo-Terra ;</li> <li>- Périodicité d'une année sur l'autre (primo-demandeur).</li> </ul> <p>Les critères de sélection qui en découlent sont vérifiés exclusivement au moment du dépôt de la demande de subvention à l'exception des situations dument identifiées en comité de suivi ou dans le cahier des charges des appels à projets.</p>
Fonctionnement du dispositif	Appel à projets
Bonifications éventuelles	+ 15% pour les projets de collectifs d'agriculteurs dont le siège social est situé en zone de montagne.

	<p>Des bonifications supplémentaires seront définies dans les appels à projets portant sur les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <u>Chaines de mécanisation et autres matériels agricoles OU Matériels portant sur l'amélioration des conditions de travail : bonification de + 5% ;</u></li> <li>- Matériels de démonstration, matériels innovants, ou matériels modifiant directement les pratiques agricoles par rapport aux enjeux Néo Terra : bonification de +20% ;</li> <li>- <u>Matériels dédiés à la diversification des revenus des exploitations agricoles, réorientation ou reconversion d'atelier de production agricole ou à des projets de filières s'inscrivant dans la transition agroécologique : bonification de +15%.</u></li> <li>- <u>Matériels de culture relatifs à la transition agroécologique, <del>+10%</del> pour les groupes dont toutes les exploitations ont au moins un atelier de production agricole certifié en Agriculture biologique (en conversion ou certifiés), en lien avec l'utilisation de ou des investissement(s) : bonification +10%.</u></li> </ul> <p>Les bonifications peuvent se cumuler dans la limite d'un taux maximum d'aide publique de 40%.</p> <p>Les conditions d'accès aux bonifications sont vérifiées exclusivement au moment du dépôt de la demande de subvention à l'exception des situations dument identifiées dans le cahier des charges des appels à projets.</p>
Montants et taux maximum d'aide publique	Le taux d'aide de base est de 15%
<b>4. Nature et montant de l'aide</b>	
Taux de cofinancement FEADER	60%
Type de soutien	Subvention
Top up	Oui
Co financeurs principaux/ponctuels	Région/Départements
<b>5. calcul du montant de l'aide</b>	
Plancher (en dépenses éligibles)	<p>Le plancher d'au moins 15 000 € sera précisé dans les appels à projets.</p> <p>Ces planchers s'appliquent au dépôt de la demande d'aide.</p>
Plafonds (en dépenses éligibles)	Plafond de dépenses éligibles : 300 000 € par appel à projets et pour une même structure collective (même numéro SIRET).
Modalités de versement	Acomptes. Les modalités seront définies dans les formulaires de demande de paiement.
Recours à des options de coûts simplifiés (OCS)	<p>L'application d'options de coûts simplifiés est possible au titre de la mise en œuvre du dispositif.</p> <p>Dans ce cas elles pourront s'appliquer pour les dépenses suivantes :</p> <p>Dépense de matériels : barème standard de coût unitaire avec un référentiel régional de prix.</p> <p>Dépense immatérielle (diagnostic et évaluation RSO) : montant d'aide forfaitaire.</p> <p>Les modalités d'application de ces OCS seront alors précisées dans les documents de mise en œuvre.</p>
Précisions éventuelles sur le calcul appliquées à certaines catégories de	Sans objet

dépenses	
Règlementation aides d'Etat	Soumis à l'Article 42 du TFUE
Maintien des dépenses	<p>Les investissements matériels et équipements accompagnés doivent être conservés pendant une durée minimale de 3 ans à compter de la date de la dernière signature de la décision juridique.</p> <p>En cas de non-respect de cette obligation, le bénéficiaire s'expose au remboursement de tout ou partie de l'aide accordée.</p> <p>Des précisions sur les conditions de mise en œuvre de cette règle sont apportées dans les documents de mise en œuvre.</p>